

décisions de ces commissions soient respectées par eux. L'institution de ce qu'on appelle assez improprement un "parlement du travail" nous fixera définitivement à cet égard; mais les ouvriers, quand l'occasion leur paraît favorable pour faire valoir de nouvelles exigences, ne tenant aucun compte des conventions conclues librement en leur nom avec les industries, il n'y a aucune raison permettant de croire que les accords conclus avec la garantie officielle du gouvernement aient plus de valeur à leurs yeux. *Il est à craindre que le seul résultat n'en soit d'exagérer dangereusement toutes les interventions de l'Etat dans les questions vitales pour la production nationale et de faire prévaloir des considérations purement politiques pour la solution de problèmes d'ordre essentiellement économique et social.*

"L'expérience anglaise, qui n'est qu'un expédient pour atténuer ou retarder les crises du moment, peut-être grosse de conséquences à un point de vue général. Elle marque le début d'un étroit contrôle de toute l'activité industrielle, non seulement par l'Etat, mais encore par les organisations ouvrières, toujours disposées à recourir à la menace de la grève pour imposer leurs exigences. Ce contrôle ouvre la voie à la nationalisation de l'industrie; il expose l'Etat à devoir traiter chaque jour de puissance à puissance avec les ouvriers, ce qui n'est pas dans son rôle, et ce qui n'est pas de nature à renforcer son autorité morale. Autant l'entente qui est librement intervenue, à Milan, entre les chefs d'industries et les organisations ouvrières italiennes pour fixer les conditions du travail, marque un progrès social, parce qu'elle procède du désir commun de maintenir un juste équilibre des deux grandes forces de la production, autant l'expérience anglaise est dangereuse par les concessions de principe qu'elle consent à l'esprit de classe au profit d'une catégorie déterminée de citoyens, auxquels on fait une place à part dans l'Etat. L'action syndicaliste se trouvera encouragée dans ses tendances les plus révolutionnaires par cette méthode nouvelle; le partage de la direction des industries n'est qu'un premier pas vers la nationalisation de tous les moyens de production. Ne voit-on pas que, ce pas franchi, la conquête des pouvoirs constituerait la seconde étape vers la "dictature du prolétariat", qui est le but suprême du syndicalisme révolutionnaire et du communisme intégral?"

N'est-ce pas qu'il est utile, même chez nous, de connaître ces réflexions du grand journal français? Elles s'appliquent aussi à notre présente condition sur plus d'un point.

Notons aussi que le *Temps*, et la plupart de nos journaux n'ont rien à lui reprocher ni à lui envier à ce point de vue, n'envisage la question ouvrière ou industrielle qu'au simple regard de l'économie et de la politique. C'est un point de vue non seulement incomplet, mais presque secondaire. Mieux que nos journaux canadiens, le journal de Paris voit que la cause des difficultés ouvrières est d'ordre révolutionnaire et que la lutte des classes s'inspire aussi d'ambitions politiques

qui voudraient arriver à établir la dictature du prolétariat.

Ce n'est pas en effet combattre le bolchevisme, mais c'est plutôt l'aider, que de le représenter uniquement comme "né des privations, des souffrances et des misères du peuple" que d'écrire qu'il "a pour cause l'absolutisme et le Césarisme", sans en indiquer d'autres causes. Il est de tradition chez certains esprits, nous pourrions même dire chez certaine école, d'assigner les abus réels et supposés de l'autorité comme les seules causes de révolution sociale ou politique, dont il vaille la peine de faire mention. Si l'on admet d'autre cause, on n'en parle jamais. C'est là refuser de voir et de faire voir la vérité; c'est donner un rôle trop beau aux révoltés et aux bolchevistes, et un rôle trop laid aux classes supérieures et aux représentants du principe d'autorité. Ce n'est pas ainsi que des hommes un peu renseignés sur l'histoire et la philosophie sociale doivent juger et parler, surtout si leur esprit a été éclairé de la lumière catholique.

Quand Satan s'est révolté contre le Très Haut; quand Adam et Eve ont refusé d'accepter l'ordre établi par le Créateur; quand Caïn s'est jeté sur Abel; quand la tourbe romaine se révolta contre Pie IX — nous pourrions citer bien d'autres exemples, anciens et récents — ce n'est ni l'absolutisme, ni le césarisme, ni les souffrances et les misères du peuple, qui étaient causes de la révolte. En étudiant l'histoire d'une façon impartiale, purement objective, on trouve que les révoltes et les séditions sont parfois causées par les abus de l'autorité; mais le plus souvent on trouve qu'elles sont produites par les idées subversives et les passions débridées des révolutionnaires.

Ce n'est pas l'exemple du bolchevisme, qui est sous nos yeux, qui contredira cette observation; il la confirme de trop éclatante façon. Ses instigateurs et ses meneurs ne sont pas les défenseurs et les amis du peuple; ils n'ont d'abord les exploités et ensuite les bourreaux.

Pourquoi donc alors représenter l'autorité et les classes dirigeantes comme cause principale ou même unique des révoltes et des séditions? Pourquoi toujours les incriminer, sous faire la part, pourtant considérable, de l'élément prolétaire, où tant de mauvaises passions se donnent libre cours?

De tels procédés, faux et injustes, n'affaiblissent pas l'ordre social; ils aident à l'ébranler. Il ne s'opposent pas au bolchevisme, bien qu'ils en fassent un épouvantail, ils lui fournissent des motifs ou au moins des excuses pour activer sa propagande.

Les difficultés sociales requièrent pour être solutionnées dans un esprit d'équité beaucoup de zèle, sans doute, mais plus encore de prudence, de science et de largeur d'esprit, pour voir tout le problème dans son ensemble.